

Pour un accueil inconditionnel

Face à l'accélération des violences et des maltraitements imposées ces derniers mois aux personnes migrantes, face à leur déshumanisation, on ne peut qu'être pris de vertige.

Aux États-Unis, l'administration de Donald Trump a fait sauter tous les verrous de la haine de l'autre : moyens décuplés accordés à la police pour traquer les personnes migrantes, arrestations arbitraires, limogeage de juges défenseurs des droits humains...

Plutôt que de condamner une telle dérive autoritaire, l'Europe s'engouffre elle aussi dans l'obsession anti-migrants, laissant le champ libre aux semeurs de haine.

Ainsi, les idées d'extrême droite se banalisent et s'installent de plus en plus dans l'imaginaire collectif. Résultat : nombre de gouvernements se sentent sommés de se justifier en montrant qu'eux aussi luttent contre ce prétendu péril migratoire.

Vous le constatez, y compris en France : activistes, médias, politiques remettent sans cesse la question migratoire au cœur du débat public, à coups de dénonciation d'un pseudo "grand remplacement", de stigmatisation permanente et de fausses informations.

JUSQU'OUÙ CELA IRA-T-IL ?

LA FRANCE N'EST PAS EN RESTE.

Ces dernières années dans notre pays, la stigmatisation et la criminalisation des personnes exilées n'ont cessé de s'accroître. À maintes reprises cette année, le précédent ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, s'est montré influencé par les politiques menées Outre-Atlantique.

En 2025, pas un mois ne s'est écoulé sans que nous assistions à une escalade des violences à l'encontre des personnes étrangères :

- Adoption de l'une des lois Asile et immigration les plus répressives de ces 40 dernières années, renforcée par

la circulaire dite « Retailleau », qui resserre drastiquement les critères de régularisation,

- Mobilisation par le ministère de l'Intérieur de 4000 forces de l'ordre pour une opération nationale de traque aux personnes migrantes dans les lieux de transports,

- Débats et propositions de lois à l'Assemblée pour durcir le caractère répressif de la rétention administrative...

Les exemples ne manquent pas, pas une seule journée sans témoignages de personnes victimes de ces violences.

Ces politiques répressives ne conduisent qu'à la précarisation des personnes sans papiers, les obligeant à accepter des emplois sous payés et à vivre dans des logements indignes, tout en les privant des droits auxquels elles pourraient prétendre.

Ces politiques répressives ne changent rien aux flux migratoires. Elles les complexifient et rendent les parcours plus dangereux, pour le plus grand bonheur des passeurs. Par exemple en 2025, malgré les barbelés, les déploiements policiers et la chasse aux embarcations le nombre de personnes migrantes débarquant en Angleterre a augmenté.

Les mobilisations partout en France le 18 décembre dernier ont montré qu'il existait une volonté d'en finir avec cette politique du tout répressif et de continuer d'affirmer que la solidarité peut et doit guider les politiques.

Cette mobilisation et cette solidarité active doivent grandir pour exiger :

- l'accueil inconditionnel et digne des personnes qui le souhaitent
- la régularisation des sans papiers
- la fermeture des centres de rétention administrative.

